

LOIS

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DU TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITE

TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

- Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale.
(Journal officiel du 18 janvier 2002 – pp. 1008-1052).

SECURITE SOCIALE

- Loi n° 2002-1487 du 20 décembre 2002 de financement de la sécurité sociale pour 2003.
(Journal officiel du 24 décembre 2002 – pp. 21482-21493 ; Rectificatif publié au Journal officiel du 31 janvier 2003 – p. 1913).

AMIANTE

Interdiction

Protection des travailleurs

- Décret n° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
(Journal officiel du 28 décembre 2002 – pp. 21860-21861).

- Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-04 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié.
(Journal officiel du 2 février 2002 – pp. 2220-2222).

Allocation de cessation anticipée d'activité

- Arrêté du 28 mars 2002 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels.
(Journal officiel du 18 avril 2002 – pp. 6830-6831).

- Arrêté du 24 avril 2002 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal officiel du 5 mai 2002 – pp. 8669-8673).

- Arrêté du 24 avril 2002 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal officiel du 5 mai 2002 – pp. 8668-8669).

- Arrêté du 30 avril 2002 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels et personnels portuaires assurant la manutention.
(Journal officiel du 4 mai 2002 – p.8370).

- Arrêté du 12 août 2002 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal officiel du 29 août 2002 – pp. 14336-14337).

- Arrêté du 12 août 2002 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal officiel du 29 août 2002 – pp. 14338-14340).

- Circulaire DSS/2C n° 2002-369 du 27 juin 2002 relative aux modifications apportées par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (n° 2001-1246 du 21 décembre 2001) au dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Bulletin officiel du Ministère de la Solidarité, Santé, Ville, n° 2002/28 du 27 juillet 2002 – pp. 139-152).

Indemnisation des victimes

- Arrêté du 5 mai 2002 fixant la liste des maladies dont le constat vaut justification de l'exposition à l'amiante au regard des dispositions de l'article 53 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 instituant le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.
(Journal officiel du 5 mai 2002 – p. 8701).

INSPECTION DU TRAVAIL

Programme de prévention

- Circulaire n° 5 DRT du 14 février 2002 relative au programme d'actions coordonnées 2002 de l'inspection du travail pour la prévention des risques professionnels.
(Bulletin officiel du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, n° 2002/5 du 20 mars 2002 – pp. 145-164).

ACCIDENTS DU TRAVAIL - MALADIES PROFESSIONNELLES

Silice

- Décret n° 2000-214 du 7 mars 2000 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat).
(Journal officiel du 8 février 2002 – p. 2586).

Réparation

- Décret n° 2002-543 du 18 avril 2002 relatif à certaines procédures de reconnaissance des maladies professionnelles.
(Journal officiel du 21 avril 2002 – p. 7129).

- Circulaire CNAM n° 93/2002 du 1^{er} juillet 2002 relative à la modification du taux mentionné à l'article R. 461-8 du Code de la sécurité sociale dans le cadre du système complémentaire de reconnaissance du caractère professionnel d'une maladie.
(Non publiée).

CONTRAT D'APPRENTISSAGE - SECURITE DES APPRENTIS

- Décret n° 2002-596 du 24 avril 2002 relatif au contrat d'apprentissage et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).
(Journal officiel du 27 avril 2002 – pp. 7597-7598).

- Circulaire DGEFP n° 2002/37 du 19 juillet 2002 relative à la mise en œuvre de la procédure d'urgence dans le cadre de l'apprentissage et à la résiliation du contrat d'apprentissage.
(Non publiée).

MEDECINE DU TRAVAIL

- Décret n° 2002-1082 du 7 août 2002 pris pour l'application de l'article 189 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).
(Journal officiel du 11 août 2002 – pp. 13774-

13775).

- Arrêté du 21 octobre 2002 relatif à l'enseignement dispensé aux médecins admis à titre exceptionnel à exercer la médecine du travail et la médecine de prévention. (Journal officiel du 29 octobre 2002 – pp. 17936-17937).

LIEUX DE TRAVAIL

Prévention des explosions

- Décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat). (Journal officiel du 29 décembre 2002 – pp. 21939-21940).
- Décret n° 2002-1554 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions que doivent observer les maîtres d'ouvrage lors de la construction des lieux de travail et modifiant le chapitre V du titre III du livre II du code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat). (Journal officiel du 29 décembre 2002 – pp. 21940-21941).

UTILISATION DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL

- Décret n° 2002-1404 du 3 décembre 2002 relatif à l'utilisation des équipements de travail servant au lavage des charges et des équipements de travail mobiles et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat). (Journal officiel du 4 décembre 2002 – pp. 19960-19961).
- Instruction du 20 septembre 2002 précisant certaines mesures techniques et organisationnelles relatives à la prévention des risques professionnels liés aux presses plieuses hydrauliques. (Bulletin officiel travail, emploi, formation professionnelle, n° 22 – pp. 77-102).
- Avis aux fabricants, importateurs, distributeurs, loueurs et utilisateurs des chariots élévateurs à conducteur porté relatif à l'installation de systèmes de retenue du

conducteur.

(Journal officiel du 12 avril 2002 – p.6509).

SALARIEES ENCEINTES OU AYANT ACCOUCHE

Garantie de rémunération

- Décret n° 2002-1282 du 23 octobre 2002 portant application des articles L. 122-25-1-1 et L. 122-25-1-2 du Code du travail créant une garantie de rémunération pour les salariées enceintes ou ayant accouché en cas de suspension de leur contrat de travail. (Journal officiel du 25 octobre 2002 – p. 17683).

COORDINATION DE CHANTIERS

Formation de révision

- Note circulaire DRT 2002/14 du 16 juillet 2002 relative à la révision de la formation des coordonnateurs de chantiers en matière de sécurité et de protection de la santé. (Bulletin officiel du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, n° 2002/16 du 5 septembre 2002 – pp. 61-63).

EVALUATION DES RISQUES

- Circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 prise pour l'application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, prévue par l'article L. 230-2 du code du travail et modifiant le code du travail. (Bulletin officiel Travail, Emploi et Formation professionnelle, n° 10 du 5 juin 2002 pp. 19-43).

CHSCT

Formation

- Arrêté du 25 janvier 2002 portant fixation du montant journalier de la subvention attribuée pour la formation des conseillers prud'hommes. (Journal officiel du 29 janvier 2002 – p. 1923).
- Arrêté du 18 décembre 2002 fixant la liste des organismes dont les stages ou sessions sont consacrés à la formation économique,

sociale et syndicale.

(Journal officiel du 26 décembre 2002 – pp. 21611-21612).

Experts

- Arrêté du 18 mars 2002 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

(Journal officiel du 27 mars 2002 – pp. 5386-5387).

TRAVAIL DE NUIT

- Décret n° 2002-792 du 3 mai 2002 pris pour l'application des articles L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4 et L. 213-5 du code du travail.

(Journal officiel du 5 mai 2002 – pp. 8653-8655).

- Circulaire DRT n° 2002-09 du 5 mai 2002 relative au travail de nuit.

(Bulletin officiel travail, emploi et formation professionnelle, n° 2002/11 du 20 juin 2002 – pp. 269-280).

RAYONNEMENTS IONISANTS

- Décret n° 2002-460 du 4 avril 2002 relatif à la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants.

(Journal officiel du 6 avril 2002 – pp. 6093-6104).

ORGANISMES AGREES

Machines

- Arrêté du 21 décembre 2001 portant habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

(Journal officiel du 5 janvier 2002 – pp. 319-320).

- Arrêté du 18 juin 2002 portant habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

(Journal officiel du 26 juin 2002 – pp. 11032-11033).

Bruit

- Arrêté du 31 décembre 2001 portant agrément de personnes et d'organismes chargés du mesurage de l'exposition au bruit en milieu de travail.

(Journal officiel du 19 janvier 2002 – pp. 1171-1172).

Amiante

- Arrêté du 24 décembre 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.

(Journal officiel du 19 janvier 2002 – pp. 1169-1170).

- Arrêté du 21 janvier 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.

(Journal officiel du 9 février 2002 – p. 2647).

Plomb

- Arrêté du 21 janvier 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles du plomb dans l'atmosphère des lieux de travail.

(Journal officiel du 9 février 2002 – pp. 2647-2648).

Benzène

- Arrêté du 21 janvier 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en benzène de l'atmosphère des lieux de travail.

(Journal officiel du 9 février 2002 – pp. 2646-2647).

Rayonnements ionisants

- Arrêté du 21 janvier 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles pour la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.

(Journal officiel du 6 février 2002 – pp. 2396-2397).

- Arrêté du 21 janvier 2002 fixant la liste des organismes désignés pour procéder aux vérifications de l'efficacité des moyens de radioprotection en application de l'article 65 (IV) du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 et de l'article 49 (IV) du décret n° 75-306 du 28 avril



1975 modifié relatifs à la protection des

travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.
(Journal officiel du 6 février 2002 – p. 2396).

- Arrêté du 21 janvier 2002 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la radioprotection de la personne compétente mentionnée à l'article 17 du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.
(Journal officiel du 6 février 2002 – pp. 2397-2398).

Médecine ou art dentaire

- Arrêté du 21 janvier 2002 portant désignation d'organismes habilités à procéder aux contrôles de sources de rayonnements ionisants dans les établissements où sont exercés la médecine ou l'art dentaire en application de l'article 64 du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.
(Journal officiel du 6 février 2002 – p. 2398).

Plombémie

- Arrêté du 21 janvier 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder à des dosages de plombémie.
(Journal officiel du 6 février 2002 – p. 2395).

Silice

- Arrêté du 21 janvier 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de l'exposition des travailleurs exposés aux poussières de silice cristalline sur les lieux de travail.
(Journal officiel du 6 février 2002 – pp. 2395-2396).

EPI

Organismes habilités

- Arrêté du 20 décembre 2002 modifiant l'arrêté du 24 décembre 1996 portant habilitation d'organismes chargés de procéder aux examens CE de type, à l'évaluation des systèmes de garantie de qualité CE et à l'évaluation et à la surveillance des systèmes

d'assurance qualité CE concernant certains équipements de protection individuelle.
(Journal officiel du 31 décembre 2002 – p. 22134).

INSPECTION MEDICALE DU TRAVAIL

- Circulaire n° 6 DRT – DAGEMO du 5 novembre 2001 relative à l'organisation, au fonctionnement et aux moyens de l'Inspection médicale du travail et de la main-d'œuvre.
(Bulletin officiel du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, n° 2002/4 du 5 mars 2002 – pp. 99-104).

ETABLISSEMENTS DE SANTE

Risque lié aux légionelles

- Circulaire DGS/SD7A/SD5C/DHOS/E4 n° 2002/243 du 22 avril 2002 relative à la prévention du risque lié aux légionelles dans les établissements de santé.
(Bulletin officiel Solidarité, Santé, n° 18 du 19 mai 2002 – pp. 615-665).

JEUNES TRAVAILLEURS

Durée du travail

- Circulaire DRT n° 2002-15 du 22 août 2002 relative à la durée du travail des jeunes de moins de dix-huit ans.
(Bulletin officiel du Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, n° 18/2002 du 5 octobre 2002 – pp. 111-116).

MINISTERE DE L'INTERIEUR,
DE LA SECURITE INTERIEURE
ET DES LIBERTES LOCALES

TRANSPORT DE FONDS

- Décret n° 2002-1360 du 20 novembre 2002 modifiant le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds.
(Journal officiel du 21 novembre 2002 – pp. 19232-19233).
- Décret n° 2002-1361 du 20 novembre 2002 modifiant le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds.
(Journal officiel du 21 novembre 2002 – p. 19233).

ERP - IGH

Organisme habilité

- Arrêté du 30 mai 2002 portant renouvellement d'habilitation d'un bureau de vérification pour l'application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les chapiteaux, tentes et structures recevant du public.
(Journal officiel du 14 juin 2002 – p. 10496).

Organismes agréés

- Arrêté du 7 février 2002 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les immeubles de grande hauteur.
(Journal officiel du 20 février 2002 – pp. 3277-3278).
- Arrêté du 7 février 2002 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.
(Journal officiel du 20 février 2002 – p. 3278).
- Arrêté du 5 juin 2002 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les

vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.
(Journal officiel du 14 juin 2002 – p. 10496).

- Arrêté du 29 avril 2002 portant agrément et retrait d'agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.
(Journal officiel du 3 mai 2002 – p. 8146).

- Arrêté du 29 avril 2002 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les immeubles de grande hauteur.
(Journal officiel du 3 mai 2002 – pp. 8146-8147).

- Arrêté du 17 décembre 2002 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les immeubles de grande hauteur.
(Journal officiel du 29 décembre 2002 – p. 21937).

- Arrêté du 17 décembre 2002 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.
(Journal officiel du 29 décembre 2002 - p. 21937).

Règlement incendie

- Arrêté du 6 août 2002 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
(Journal officiel du 5 septembre 2002 – pp. 14759-14764).

- Arrêté du 14 octobre 2002 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.
(Journal officiel du 29 octobre 2002 – pp. 17935-17936).

- Arrêté du 19 novembre 2002 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les

risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

(Journal officiel du 7 février 2002 – pp. 2498-2511).

SECOURISME

Equivalence AFPS/SST

- Arrêté du 5 décembre 2002 relative à la prise en compte des acquis pour les titulaires du certificat de sauveteur-secouriste du travail et pour les titulaires de l'attestation de formation aux premiers secours.

(Journal officiel du 28 décembre 2002 – p. 21854).

BASSE TENSION

- Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.

(Journal officiel du 24 novembre 2002 – p. 19460).

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA FAMILLE ET DES PERSONNES HANDICAPES

AMIANTE

Organisme agréé

- Arrêté du 23 décembre 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.

(Journal officiel du 28 décembre 2002 – p. 21886).

MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

RAYONNEMENTS IONISANTS

- Décret n° 2002-245 du 22 février 2002 relatif à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.
(Journal officiel du 26 février 2002 – pp. 3585-3589).
- Décret n° 2002-255 du 22 février 2002 modifiant le décret n° 93-1272 du 1^{er} décembre 1993 et créant une direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection.
(Journal officiel du 26 février 2002 – pp. 3589-3590).

ATMOSPHERE EXPLOSIBLE

- Décret n° 2002-635 du 23 avril 2002 modifiant le décret n° 59-456 du 20 mars 1959 relatif au matériel électrique pour atmosphères explosives.
(Journal officiel du 30 avril 2002 – pp. 7788-7789).
- Décret n° 2002-695 du 30 avril 2002 modifiant le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.
(Journal officiel du 3 mai 2002 – p. 8098).

COMPATIBILITE ELECTROMAGNETIQUE

- Avis relatif à l'application du décret n° 92-587 du 26 juin 1992 modifié relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques.
(Journal officiel du 23 janvier 2003 – p. 1589).
- Avis relatif à l'application du décret n° 92-587 du 26 juin 1992 modifié relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques.
(Journal officiel du 14 février 2002 – pp. 2951-2952).

- Avis relatif à l'application du décret n° 92-587 du 26 juin 1992 modifié relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques.
(Journal officiel du 14 mars 2002 – p. 4696).

- Avis relatif à l'application du décret n° 92-587 du 26 juin 1992 modifié relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques.
(Journal officiel du 26 octobre 2002 – pp. 17825-17832).

BASSE TENSION

- Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.
(Journal officiel du 23 janvier 2003 – p.1589).

- Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.
(Journal officiel du 20 mars 2002 – p. 4981).

- Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.
(Journal officiel du 19 septembre 2002 – p. 15453).

- Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.
(Journal officiel du 27 octobre 2002 – pp. 17872-17918).

APPAREILS A PRESSION ET RECIPIENTS SOUS PRESSION

- Arrêté du 21 décembre 2001 relatif aux conditions de maintien en service de certains

équipements sous pression contenant des gaz liquéfiés sous pression.

(Journal officiel du 4 janvier 2002 – pp. 228).

- Arrêté du 10 juillet 2002 portant habilitation d'organe d'inspection des utilisateurs pour l'application du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression.

(Journal officiel du 30 juillet 2002 – p. 12971).

MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Limitation d'emploi

- Décret n° 2002-506 du 12 avril 2002 modifiant les décrets n° 92-1074 du 2 octobre 1992 et n° 94-647 du 27 juillet 1994 relatifs à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses.

(Journal officiel du 13 avril 2002 – pp. 6561-6562).

Etiquetage

- Arrêté du 16 avril 2002 relatif aux conditions d'étiquetage des produits antisalissures.

(Journal officiel du 20 avril 2002 – p. 7088).

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
DES TRANSPORTS,
DU LOGEMENT, DU TOURISME
ET DE LA MER

**TRANSPORT ROUTIER PUBLIC DE
MARCHANDISES**

Formation des conducteurs salariés

- Arrêté du 10 octobre 2002 relatif à l'agrément des centres de formation professionnelle habilités à dispenser la formation initiale minimale obligatoire ou la formation continue obligatoire de sécurité des conducteurs salariés et non salariés du transport routier public de marchandises. (Journal officiel du 8 novembre 2002 – pp. 18502-18504).

AMIANTE

- Décret n° 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis. (Journal officiel du 5 mai 2002 – pp. 8832-8833).
- Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. (Journal officiel du 19 septembre 2002 – pp. 15425-15427).
- Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. (Journal officiel du 6 décembre 2002 – pp. 20125 -20127).

REMONTEES MECANIKES

Téléskis

- Arrêté du 11 février 2002 modifiant l'arrêté du 17 novembre 1987 modifié relatif à la réglementation technique et de sécurité des remontées mécaniques. (Journal officiel du 16 mars 2002 – p. 4798).
- Instruction du 11 février 2002 relative aux mesures à mettre en œuvre lors de la conception et la construction des téléskis en vue d'assurer la sécurité du personnel. (Journal officiel du 16 mars 2002 – pp. 4800-4803).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION,
DE LA PECHE ET DES AFFAIRES
RURALES

COMMUNAUTES EUROPEENNES

AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGENES

Animaux vivants ou morts

- Arrêté du 4 novembre 2002 fixant les procédures de décontamination et de désinfection à mettre en œuvre pour la protection des travailleurs dans les lieux où ils sont susceptibles d'être en contact avec des agents biologiques pathogènes pouvant être présents chez des animaux vivants ou morts, notamment lors de l'élimination des déchets contaminés, ainsi que les mesures d'isolement applicables dans les locaux où se trouvent des animaux susceptibles d'être contaminés par des agents biologiques des groupes 3 ou 4. (Journal officiel du 13 décembre 2002 – pp. 20606-20610).

**SUBSTANCES ET PREPARATIONS
DANGEREUSES**

Mise sur le marché et emploi

- Directive 2002/45/CE du Parlement Européen et du Conseil du 25 juin 2002 portant vingtième modification de la directive 76/769/CEE du Conseil en ce qui concerne la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (paraffines chlorées à chaîne courte). (Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 177 du 6 juillet 2002 – pp. 21-22).
- Directive 2002/62/CE de la Commission du 9 juillet 2002 portant neuvième adaptation au progrès technique de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (composés organostanniques). (Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 183 du 12 juillet 2002 – pp. 58 -59).
- Directive 2002/61/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 portant dix-neuvième modification de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (colorants azoïques). (Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 243 du 11 septembre 2002 – pp. 15-18).

Etiquetage

- Rectificatif à la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 1999 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et

administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 6 du 10 janvier 2021 - p. 70).

Evaluation des risques

- Règlement (CE) n° 1217/2002 de la Commission du 5 juillet 2002 demandant aux importateurs ou aux fabricants de certaines substances figurant dans l'Einecs de fournir certaines informations et de réaliser certains essais, conformément au règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 177 du 6 juillet 2002 – pp. 6-8).

ATMOSPHERE EXPLOSIBLE

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles – 2001.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 18 du 22 janvier 2002 – pp. 5 -8).

- Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles – 2002.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 58 du 5 mars 2002 – p. 24).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les

appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 213 du 7 septembre 2002 – pp. 2-5).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C 243 du 9 octobre 2002 – pp. 14-17 ; Rectificatif au J.O.-CE, n° C 253 du 22 octobre 2002 – p. 16).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 310 du 13 décembre 2002 – pp. 13-16).

BASSE TENSION

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 73/23/CEE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 317 du 18 décembre 2002 – pp. 1-95).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 73/23/CEE du Conseil du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être utilisé dans certaines limites de tension, modifiée par la directive 93/68/CEE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 81 du 4 avril 2002 - pp. 11-15).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 73/23/CEE du Conseil.

(Journal officiel des Communautés, n° C. 57 du 4 mars 2002 - pp. 1-97).

COMPATIBILITE ELECTROMAGNETIQUE

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/336/CEE du Conseil.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 304 du 7 décembre 2002 – pp. 2-15).

APPAREILS A GAZ

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du Conseil 90/396/CEE du 29 juin 1990 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les appareils à gaz.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 21 du 24 janvier 2002 - p. 24).

MACHINES

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/37/CE du Parlement européen et du Conseil relatives aux machines modifiée par la directive 98/79/CE.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 141 du 14 juin 2002 – pp. 22-25).
- Décision de la Commission du 17 décembre 2002 relative à la publication de la référence de la norme EN 848-3 "Sécurité des machines pour le travail à bois – Machines à fraiser sur une face à outil rotatif – Partie 3 : Perceuses et défonceuses à commande numérique" au *Journal officiel des Communautés européennes* dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/37/CE.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 349 du 24 décembre 2002 – pp. 103-104).

PRODUITS DE CONSTRUCTION

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du Conseil 89/106/CEE.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 310 du 13 décembre 2002 – pp. 2-3).

EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 62 du 9 mars 2002 – p. 39).
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 171 du 17 juillet 2002 – pp. 9-11).
- Rectificatif à la directive 1999/36/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux équipements sous pression transportables.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 135 du 23 mai 2002 – p. 28).
- Directive 2002/50/CE de la Commission du 6 juin 2002 portant adaptation au progrès technique de la directive 1999/36/CE du Conseil relative aux équipements sous pression transportables.
(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 149 du 7 juin 2002 - p. 28).

VIBRATIONS

- Directive 2002/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 concernant les prescriptions de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations) (seizième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).
(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 177 du 6 juillet 2002 - pp. 13-19).

EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 relative aux équipements de protection individuelle, modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE. (Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 190 du 10 août 2002 - pp. 47-49).